



Commune  
de  
Maussane les Alpilles

AR Prefecture

013-211300587-20221123-DEC2022101-AR  
Reçu le 28/11/2022

**Fixation des tarifs de location des chalets dans le cadre des festivités de fin d'année.**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

**Vu** la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil Municipal en sa séance du 04 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 2 ;

**Vu** la décision n° 2022/082 du 11 octobre 2022 ;

**- DÉCIDE -**

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

**Article 1<sup>er</sup>** : De fixer le montant de location des chalets dans le cadre des animations autour de Noël du 09 au 11 décembre 2022 comme suit :

- location d'un chalet (du 09 au 11 décembre 2022) : 150€
- possibilité de location d'un même chalet par deux enseignes : 75€ par enseigne
- Occupation du domaine public sur le périmètre du marché de Noël hors chalet et dans la limite de 10m<sup>2</sup> : forfait 75€

**Article 2** : la décision n° 2022/082 du 11 octobre 2022 est abrogée par la présente décision.

**Article 3** : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

**Article 4** : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

**Article 5** : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 6** : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 28 11 2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 23 novembre 2022

Publication site internet le : 28/11/22

Le Maire,

**Jean-Christophe CARRÉ**

Pour le Maire absent ou empêché  
Marc FUSAT 1<sup>er</sup> Adjoint



Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.